



APPEL À COMMUNICATION

Université Mohammed Premier Oujda
et Centre d'Études et de Recherches Humaines et Sociales Oujda :
Unité des Études Économiques

- ❖ Laboratoire Universitaire de Recherche en Instrumentation et Gestion des Organisations
- ❖ Master « Économie et Ingénierie Financière »
- ❖ Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales, Oujda

Organisent

Journées internationales de la Recherche

Thème

« Les Crises sociales entre Etat et Marché : Efficacité, Démocratie et justice sociale »

10/11 Mai 2018

«Les Crises sociales entre Etat et Marché : Efficacité, Démocratie et justice sociale »

« ... Nous constatons avec contrariété, que dans certains secteurs sociaux, le bilan et la réalité des réalisations sont en-deçà des attentes... Les projets de développement humain et territorial qui ont un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens ne nous font pas honneur. Cet état de chose tient essentiellement au faible niveau de travail en commun et à l'absence d'une vision nationale et stratégique, mais aussi du fait que la disharmonie l'emporte sur la cohérence et la transversalité, que la passivité et la procrastination remplace l'esprit d'initiative et d'action concrète. ... ». « Cette réalité est encore accentuée lorsqu'on établit un parallèle entre d'une part le secteur privé rendu efficace et compétitif grâce à un modèle de gestion organisé autour des notions de suivi, de contrôle et d'incitation et d'autre part le secteur public et en particulier l'administration publique qui souffre d'une faible gouvernance et d'une productivité insuffisante. Le secteur privé attire les meilleurs cadres ; lesquels participent à la gestion des grandes compagnies internationales. En revanche, les fonctionnaires publics manquent de compétences et d'ambitions et n'ont pas toujours des motivations liées au sens de responsabilités, liées à leurs missions. Mieux encore, certains d'entre eux pratiquent l'absentéisme, ne manifestent aucune ardeur au travail et ne nourrissent aucune ambition... ».

Discours du Roi Mohammed VI, Fête du trône ; 2017

Dans son discours du 8 juillet 1997, à l'occasion de la fête de la jeunesse, le défunt Hassan II précisait que : « Il est exclu que l'on puisse augmenter nos dépenses sociales... Écartons donc de notre réflexion et de nos programmes l'idée de vouloir résoudre le problème de l'emploi par l'embauche de fonctionnaires... Dans la fonction publique, il n'y a de place ni à l'aventure, ni à l'imagination, comme il n'y a point de liberté. »

Le discours royal relance le débat : **Est-ce que nous pouvons encore compter sur « l'Etat » (dans sa définition de comptabilité nationale) pour rompre ou tout au moins atténuer les inégalités, la pauvreté et le sentiment d'exclusion ?**

Dans le contexte actuel marqué par de profondes mutations économiques, il s'avère nécessaire de recourir à une reconfiguration des jeux des acteurs. Selon A. Greenspan (ancien président de la Réserve fédérale Américaine), ... le système néolibéral est un échec cuisant parce que le marché ne peut se réguler de lui-même sans l'intervention de l'Etat. On parle de **Killerkapitalismus** (capitalisme tueur). Le néolibéralisme ne constituerait pas seulement un système économique mais s'érigerait aussi en un dogme politique et social qui se base sur l'égoïsme, l'individualisme et l'hédonisme. Il produira donc des **citoyens apolitiques** et isolés dont une grande partie ne sera préoccupée que par la consommation et l'argent. Un ancien ministre de l'économie de Berlusconi de 2001 à 2006, se repentit même vertement d'avoir servi le libéralisme : « Le marché idéologie totalitaire inventée pour gouverner le XXI^{ème} siècle, a diabolisé l'Etat et presque tout ce qui était public ou communautaire, en mettant le marché souverain en position de dominer tout le reste ».

Pour d'autres, si les lois du marché sont respectées, chaque marché constituant l'économie (biens et

services, travail, capital) est équilibré grâce au libre jeu de l'offre et de la demande. Avec W.H.Beveridge, une économie, dans le cadre du système capitaliste, peut être solidaire et efficace.

M. Friedman, préconisait que le rôle (même) de la démocratie est de faire des bénéfices. Donc, une politique qui s'opposerait aux intérêts du marché serait contraire à la démocratie. Le domaine social et la répartition des richesses sont déterminés par le sacro-saint marché et s'autorégulerait.

Pour P.Rosanvallon

=> L'Etat a subi une crise de légitimité :

*Les valeurs sociales ont changé... L'émulation « socialiste... », [sentiments de bâtir une société dans l'intérêt de tous, l'étape supposée responsabiliser les individus et les sensibiliser au primat de l'intérêt général sur les intérêts individuels, donnant l'illusion d'une société égalitaire] s'est émoussée rapidement. **Le mérite ou la liberté sont des valeurs plus importantes que la solidarité.** De plus en plus d'individus sont réticents à payer le prix de cette solidarité obligatoire, fondement de l'Etat providence. Afin d'inciter à être productif, à ne pas gaspiller les biens de production et ne pas sacrifier la qualité ; **le système de stimulation par le marché serait plus efficace.**

*Le système manque de transparence et nombreux sont les individus qui n'établissent pas le rapport entre ce qu'ils paient et ce qu'ils reçoivent.

=> L'Etat a subi une crise d'efficacité :

*sa structure est si lourde qu'elle crée des déséconomies d'échelle (perte d'efficacité due à une trop grande dimension) ; son financement pose des problèmes. Les ressources économiques sont affectées de façon autoritaire aux besoins supposés de l'économie en fonction de priorités hiérarchisées par « l'Etat » qui définit les grandes orientations, détermine les choix.

La société, dans laquelle l'information est transmise d'une façon ample et opportune à travers le système des prix et d'autres signes similaires, peut croître sans aucune limite et gérer les problèmes économiques beaucoup plus complexes. Pour F.V. Hayek, **les économies de marché ont un mécanisme de coordination très efficient.**

La problématique du **Maroc** d'aujourd'hui est celle des inégalités, de la précarité, de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de l'insécurité ... Ceci génère un tel sentiment d'injustice qu'il est important de mener une réflexion critique sur les manières de gérer et d'apaiser les inquiétudes et sur les acteurs à même de provoquer le développement et de faciliter l'expression de l'ordre social.

Au Maroc, cet **Etat « injuste »** a généralisé cette « **oppression sociale** » insupportable qui a favorisé l'émergence d'**Hommes corrompus, la révolte de ces opprimés sociaux** (l'exemple d'El Hoceima en est une illustration), le terrorisme et toute autre forme de violence sociale (15 femmes ont trouvé la mort le 19 novembre 2017 suite à une bousculade survenue lors d'une campagne de distribution de produits alimentaires dans la commune rurale de Sidi Boualem province d'Essaouira ; viol d'une handicapée dans un bus à Casablanca sans que les

autres voyageurs ne manifestent aucune solidarité). Des milliers de paysans se sont mis à la culture du Hachisch (cette culture donne lieu à des échanges extérieurs illicites d'une valeur équivalente à la totalité des exportations agricoles marocaines légales). La pauvreté favorise l'essor de l'économie criminelle imposant ses systèmes de corruption en se jouant de la légalité¹. L'Etat ne gouverne plus que formellement. Les économies informelles disposent de racine que les économies formelles n'ont pas ; d'où l'incapacité de ces économies à découvrir de nouveaux paradigmes adaptables à la situation. L'économie officielle digère les modèles, «clefs en tête», sans productivité économique, ni intellectuelle (problème de l'enseignement, ...).

Cette situation dresse de nombreux obstacles :

***désarticulation entre le système politique et les acteurs sociaux** manifestée par exemple par le renforcement des rapports de clientèle et du sentiment d'exclusion.

***rigidité de l'appareil public administratif.**

***modèle d'accumulation qui provoque une inégale distribution du produit du développement et un processus de migration.**

Le pays affiche des résultats médiocres au niveau de toutes les composantes de l'Indice de Développement Humain. Plus de soixante ans après l'Indépendance, les signes de pauvreté et de précarité sont toujours aussi saillants dès que l'on quitte le centre des grandes villes marocaines.

Étant donné le caractère polysémique, pluridimensionnelle et poly disciplinaire de la problématique de la justice sociale et des crises sociales entre « l'Etat et le Marché », le but de cette rencontre est de rassembler les chercheurs spécialistes transdisciplinaires (économistes, sociologues, politologue, juristes, ...) afin qu'ils interagissent sur la thématique. Les communications à ces journées de recherche pourront porter sur des réflexions théoriques et/ou de travaux empiriques. Ces journées seront aussi un lieu d'échange prospectif entre la communauté scientifique et les praticiens ; les interrogations sont multiples :

*** Dans quelle mesure les approches théoriques nous éclairent-elles sur le rôle des acteurs (Etat, société civile, marché ...) dans la réduction des disparités et du sentiment d'exclusion ?**

***Pour renforcer la cohésion sociale, ne faut-il pas rechercher d'autres modes de participation des usagers et des professionnels, d'autres façons d'élaborer les décisions et de nouvelles formes de consensus ?**

***Le Marché peut-il être solidaire et lutter contre les inégalités, la précarité, la pauvreté et l'exclusion sociale ?**

¹ Selon l'organisation des Nations Unies, les revenus mondiaux annuels des organisations criminelles transnationales sont de l'ordre de 1000 Milliards de \$, un montant équivalent au PNB combiné des pays à faible revenu (selon la catégorisation de la Banque Mondiale) et de leur trois Milliards d'Habitants. Cette estimation prend en compte tant le produit du trafic de drogue, des ventes illicites d'armes, de la contrebande de matériaux nucléaires... que les profits des activités contrôlés par les mafias (prostitution, jeu, marché noir de devises...)

*** Quelle relation peut-on établir entre le marché et la démocratie ?**

*** l'Etat peut-il se décharger de la politique sociale si d'autres réseaux de solidarité prenaient le relais ?**

*** Comment résorber ou à défaut atténuer les crises sociales sans l'encours de l'autorité publique (locale et nationale), des parties politiques peu démocratiques et peu enclin à défendre les intérêts des plus démunis et d'une société civile apolitique ?**

Les participants à ces journées de recherche sont donc invités à débattre des limites de l'intervention publique (notamment au Maroc) suscitant à la fois scepticisme et espoir.

Les intervenants auront à identifier les contraintes s'imposant à l'implication des différents acteurs de développement (société civile, Etat, marché...), à faire des recommandations sur le levé desdites contraintes et identifier ainsi les créneaux porteurs et les opportunités.

Les débats prévus constitueront certainement une contribution appréciable et imposent des investigations approfondies de tous les enseignements liés au Développement. Les réponses construites seront donc complexes. Il s'agit ici d'un chantier de réflexion et de concertation transdisciplinaire. C'est ainsi que l'efficacité concerne aussi bien le volet macroéconomique que le volet- micro. Le volet macroéconomique doit mesurer la capacité du marché et/ou de l'Etat à créer un cadre favorable au développement économique et susceptible notamment de réduire les disparités. Le volet microéconomique doit mesurer la capacité du marché à accomplir ses missions et à gérer ses affaires courantes en optimisant les moyens mis en œuvre en vue d'atteindre les objectifs fixés. Cette réflexion se justifie, en même temps qu'elle en souligne toute la difficulté. Il s'agit d'examiner l'évolution et la diversité des crises sociales sur le long terme d'une part, d'identifier les marqueurs de ces crises profondes, à l'aune desquels pourra être menée une analyse de la crise sociale actuelle d'autre part.

Toutes ces interrogations expliquent la difficulté de cibler cette problématique, témoignent de la pertinence d'une réflexion critique et donc de l'intérêt de ces journées de recherche. Le rôle de l'universitaire est de réfléchir à de nouvelles idées, à de nouvelles méthodologies, pour inciter à engager la réflexion sur de nouvelles méthodes, de nouveaux objectifs.

Plusieurs types de valorisation sont envisagés pour les communications :

Après sélection par le comité scientifique des journées de recherche, les communications seront proposées pour publication dans un ouvrage collectif et dans un numéro thématique de la revue scientifique du CERHSO référencées.

COMMUNICATIONS : INFORMATIONS AUX AUTEURS

Guide de soumission :

Les articles doivent être présentés de la façon suivante :

La première page de garde doit comporter le titre de l'article, le nom de l'auteur, sa fonction, ses coordonnées complètes (adresse professionnelle et personnelle, téléphone, télécopie, e-mail).

La seconde page de garde comportera le titre de l'article, les mots clés caractérisant le mieux votre article et un résumé de l'article.

- un résumé à interligne simple d'environ 500 mots indiquant la problématique, la méthodologie et les principaux résultats de l'article (Times 12, justifié) ;
- un maximum de cinq (5) mots clés (Times 12) ;

Le texte proprement dit commencera en page 3.

- Mise en page :

Le texte sera justifié (aligné à gauche et à droite) ; Marges : 2,5 cm pour chaque côté.

- Papier : Format du papier : format A4.

- Corps du texte : Times New Roman 11

- Interligne : exactement 17 points

- Titres : Monotype Corsiva 16

- Notes en bas de page : Times New Roman 10

- Les tableaux et figures sont intégrés dans le texte, numérotés et présentés chacun avec un titre.

- Le texte doit être présenté de telle sorte que la hiérarchie des titres soit claire, ne dépassant pas 3 niveaux :

• niveau 1 : un chiffre (1. par exemple) titre en Times 14 gras en majuscule.

• niveau 2 : deux chiffres (1.1. par exemple) sous-titres en Times 12 gras en majuscule.

• niveau 3 : trois chiffres (1.1.1. par exemple) sous-titres en Times 12 gras.

Les auteurs sont priés d'utiliser les styles MS Word appropriés (notamment pour les niveaux de titres ou sous-titres : Titre 1, 2, ...), d'éviter l'utilisation de caractère en italique, de ne pas souligner les titres, de limiter le nombre de notes (qui seront le cas échéant renvoyées en bas de page) et d'insérer les tableaux et figures dans le texte aux bons endroits.

- Le document (texte, tableaux, figures, annexes et références bibliographiques incluses), fait une vingtaine de pages .

À la suite de l'article, on fera successivement apparaître :

- les éventuelles **annexes** (méthodologiques ou autres) désignées par A1, A2, A3, etc. ;

- les **références bibliographiques**. Celles-ci suivront les normes académiques de la recherche. Dans le texte, les citations de référence apparaîtront entre parenthèses avec le nom et la date de parution, ex : (KOTLER, 2000).

Les **références bibliographiques** seront présentées en Times New Roman 10 et le nom des auteurs en gras.

Exemple : Gallopel K. (2000), Contributions affective et symbolique de la musique publicitaire : une étude empirique, *Recherche et Applications en Marketing*, 15. (maison d'édition) p 3-19.

Evaluation :

Les communications présentées seront évaluées de façon anonyme par deux membres au moins du comité scientifique conformément à la procédure dite « en double aveugle » en assurant l'anonymat des auteurs.

À cet effet, les auteurs doivent retirer du texte proposé pour l'évaluation toute référence ou citation qui permettrait de les reconnaître.

Les recherches préliminaires ou les débuts de thèse où les problématiques sont encore indéterminées ne seront pas acceptés.

CONSORTIUM DOCTORAL

Les étudiants au doctorat désirant participer au consortium doctoral doivent soumettre un document exposant le thème de recherche, la méthodologie, les techniques d'analyse et les premiers résultats (texte ne dépassant pas dix pages). Des professeurs de différents centres de recherche évalueront ces documents et prépareront des commentaires qui seront communiqués aux doctorants lors de la session pré-colloque.

CALENDRIER Dates à retenir :

28 Février	Date limite pour la soumission des propositions de communication (intitulé, résumé et mots clés)
01 Avril	Date limite de la soumission de la communication
10 Avril	Notification aux auteurs des communications proposées
10 Avril	Date limite pour la soumission de contributions pour le consortium doctoral
25 Avril	Date limite de réception des communications écrites révisées
À partir du 30 Avril	Envoi du programme définitif aux auteurs
10/11 Mai 2018	Dates du Colloque international

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Pr Mostafa Amrous(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier Oujda« Maroc »).

Pr BentaharHachmi(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier Oujda« Maroc »).

Pr AbdelouahedBerrichi(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier Oujda« Maroc »).

Pr Mohammed Belouchi(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier Oujda «Maroc»).

Pr Mohammed Chihib(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier Oujda «Maroc»).

Pr Mohammed Choukri(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda** «Maroc»).

Pr TaoufikDaghri (Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohammed V **Salé** « Maroc »).

Pr Mohamed Derraz(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda**«Maroc»).

Pr Brahim Dinar (Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Hassan I^{er}**Settat** « Maroc »).

Pr Abdelkader Djeflat(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université des Sciences et Technologies **Lille** « France »).

Pr Abdelkader El Aliani (Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda** «Maroc»).

PrAbderahman El Arabi (Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda** «Maroc»).

Pr Abdelkader El Oudri (Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda**« Maroc »).

Pr NajibGuemmi(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier **Oujda**« Maroc »).

Pr Mohamed Harkat(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohammed V **Rabat** « Maroc »).

Pr Jamal Hattabi(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Hassan II **Mohammadia** « Maroc »).

Pr Abdellah Idrissi (Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda**« Maroc »).

Pr Mohamed Lagssyer(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda**« Maroc »).

Pr Khalid Louizi(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Hassan I^{er}**Settat**« Maroc »).

El HabriMejdoubi(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier **Oujda**« Maroc »).

Pr Miloud Naji (Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier**Oujda**« Maroc »).

Pr YahyaYahyaoui(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier **Oujda**« Maroc »).

Pr Mohammed Zerouali(Professeur de l'Enseignement Supérieur ; Université Mohamed Premier **Oujda**« Maroc »).

COMITÉ D'ORGANISATION

Président du comité :

Derraz Mohammed Professeur de l'enseignement Supérieur ; Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales, Université Mohammed Premier Oujda.

Coordonnateur de l'activité :

Abderahman EL Arabi Professeur de l'enseignement Supérieur ; Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales ; Université Mohammed Premier Oujda.

COMITÉ DE COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Pr Ghizlane Chouay (– ENCG -Université Hassan I^{er} - Settât – Maroc)

Pr Dinar Brahim (-FSJES -Université Hassan I^{er} Settât « Maroc »)

Pr Mostafa Lekhal (– FSJES -Université Mohammed Premier - Oujda – Maroc)

Pr Omar Zahraoui (CERHSO – FSJES -Université Mohammed Premier - Oujda – Maroc)

COMITÉ DE RÉDACTION

Pr Abdelouahed Berrichi (FSJES - Université Mohamed Premier Oujda « Maroc »)

Pr Brahim Dinar (FSJES -Université Hassan I^{er} Settât « Maroc »)

Pr Abderahman El Arabi (CERHSO - FSJES – Université Mohammed Premier Oujda Maroc)

Pr Khalid Fikri (FSJES - Université Mohammed Premier - Oujda – Maroc)

Pr Kamal Hassani (CERHSO - FSJES – Université Mohammed Premier Oujda Maroc)

Pr Khalid Louizi (FSJES - Université Hassan I^{er} Settât « Maroc »).

ADRESSE D'ENVOI DES COMMUNICATIONS & INFORMATIONS ÉLECTRONIQUES

Inscription :

Pour participer à ce colloque merci de vous inscrire en premier lieu et de nous envoyer votre contribution à l'adresse suivante :

a.arabi@hotmail.fr

colloque-cerhso-celluleéco2017@cerhso.com



Bulletin de Participation

Nomet Prénom :.....

Fonction :

Institution d'attache

.....

Tél. /Fax :.....

E-mail :

Langue d'intervention :.....

L'intitulé de la contribution :

.....

Mots clés :.....

Résumé :.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

